

Grand Est Le président Philippe Richert a confirmé l'implantation de douze agences pour une gouvernance au plus près

Des agences régionales

Strasbourg. Exit les Départements ? En ce jour de Brexit, la présentation faite à Strasbourg de la carte de l'organisation du Grand Est résonne comme un pied de nez à l'actualité. Si certains en Europe détricotent, Philippe Richert assemble un puzzle plutôt ardu. Quitte à bousculer l'ordonnancement convenu des territoires. Relevant le pari de la proximité, sur un vaste ensemble de 57.000 km² pour 5,5 millions d'habitants, le patron de la Région (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine) délocalise.

Par bassin d'emploi

A la clé, l'implantation de douze agences pour une gouvernance au plus près. Complétant les maisons de la Région à Strasbourg, Metz et Chalons, neuf agences mailleront ce Grand Est. Première surprise, cinq d'entre elles articuleront deux structures distinctes sous l'autorité d'un même directeur : Charleville/Verdun, Troyes/Chaumont, Saint-Dizier/Bar-le-Duc, Thionville/Longwy, Saverne/Haguenau.

Plus surprenant encore,

les quatre premières enjambent les limites départementales et calquent les contours de « macrobassins d'emploi ». Reste quatre autres sites : Nancy, Épinal, Sélestat et Mulhouse.

Forte d'une vingtaine de fonctionnaires, chaque agence rayonnera ainsi sur un secteur de 450.000 habitants, une vingtaine de lycées et environ 450 agents. Pour l'heure, l'exécutif cherche des locaux. Prêt, même, à investir dans la pierre. Une décision justifiée par Philippe Richert... dans un souci d'économie : « L'objectif, c'est de gagner en fonctionnement quitte à faire des investissements. Gagner en efficacité, c'est gagner en marge brute », résume le président du conseil régional. Lequel confirme d'ailleurs l'extension en cours des locaux de l'hôtel Saint-Clément à Metz. La Région devrait acquérir entre 6.000 et 8.000 m² dans l'opération immobilière Pontiffroy, afin de rapatrier le personnel dispersé sur trois sites actuellement loués, avenue de Blida, boulevard de Trèves et rue Sainte-Barbe.

Le dispositif délocalisé devrait voir le jour d'ici l'été 2017. Les futures agences auront la charge du patrimoine immobilier (lycées), des ressources humaines, des politiques de formation et du développement économique, des transports scolaires et interurbains. Leurs missions varieront pour s'adapter à leur environnement. Philippe Richert veut croire qu'elles pourront aussi devenir des « agences d'attractivité », afin de « favoriser le développement endogène ». Maître mot, le « circuit court » apparaît au chef de l'exécutif comme le gage de substantielles économies. Répondant au souci d'un « découpage arithmétique », la physionomie de ce plan peut parfois étonner. Ainsi le pays de Bitche relèvera-t-il de l'agence de Haguenau, et Sarreguemines de celle de Metz. Reims ne dispose d'aucune agence, Charleville partagera son directeur avec Verdun... Moins étonnant, Sarrebourg sera rattachée à Saverne et Thionville pourra traiter avec Longwy des spécificités transfrontalières.

Xavier BROUET